

1 André Tosel, « Philosophie de la praxis et ontologie de l'être social », in *Idéologie, symbolique, ontologie*, Paris, CNRS, 1987.

2 Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, Paris, La Découverte, 1999.

## L'écologie, une science politique ?

### Sylvie Mayer\*

Conseillère régionale Île-de-France, responsable de la commission nationale du PCF pour une Alternative écologique.

## Communisme : pour une écologie alternative

« Depuis l'origine le capitalisme a prouvé sa capacité à développer les forces productives et sa plasticité pour surmonter ses crises périodiques. Mais en même temps, d'une part, il s'est révélé impuissant à satisfaire les besoins qui auraient nécessité de promouvoir des activités ne répondant pas aux normes de rentabilité en vigueur, et d'autre part, l'exigence du profit a conduit les processus de production à fragiliser ou détruire les équilibres naturels. L'évolution du capitalisme vers un régime d'accumulation financière a aggravé ces deux types de contradictions. Dans ce contexte, la soutenabilité sociale et écologique paraît bien compromise. Les voies d'un dépassement de capitalisme pour que la solidarité dans le présent et à l'égard du futur l'emporte sur la recherche du profit restent donc à explorer. »

Je veux partir de cette conclusion de Jean-Marie Harribey au dernier congrès Marx International (septembre 2001) pour poursuivre ce débat, car elle trace, me semble-t-il, la voie de l'écologie alternative que souhaite emprunter le parti communiste français avec son nouveau projet communiste.

La montée de l'effet de serre et l'épuisement des ressources énergétiques fossiles, le creusement dramatique des inégalités Nord-Sud, notamment en matière d'accès à l'eau et à l'énergie, de capacités de production industrielle et agricole ont conduit le PCF à accompagner sa mutation organique d'une accélération, d'un approfondissement de son renouvellement théorique et thématique sur les questions écologiques, d'un renouvellement de ses initiatives.

Bhopal et Toulouse, la domination par les OGM, le gâchis énergétique dans les transports routiers, les inondations à répétition, en France et dans le monde, l'état du système de santé publique, celui du logement, le pillage des ressources naturelles du tiers-monde appellent au franchissement d'un seuil qualitatif et quantitatif de notre appréhension de ces questions, de nos propositions et actions vers de nouvelles logiques d'appropriation sociale, dans une visée absolument planétaire.

Je voudrais en ce sens donner deux ou trois pistes de réflexions pour le débat. Premièrement, dépasser toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation du genre humain mais aussi de la nature suppose et intègre, mais ne se réduit pas au dépassement du capitalisme. L'ambition est d'imaginer, de penser et de construire une société citoyenne de responsabilité et de partage, de mise en commun, de mutualisation et de coopération. Les temps courts du profit apparaissent de plus en plus incompatibles avec les temps longs des écosystèmes, avec la satisfaction des besoins et des aspirations des quelque 6 milliards d'individus (bientôt 9 milliards) qui peuplent notre planète.

Ainsi que le montre J.-M. Harribey, le capitalisme fonctionne aujourd'hui à la fois comme un facteur de croissance et de modernité et comme un producteur d'immenses gâchis et d'inégalités, un pollueur d'environnement, un gaspilleur de ressources et d'énergies. Nous savons que le communisme « réel » a été, au XX<sup>e</sup> siècle, au moins autant que le capitalisme, facteur de pollution et de destruction des équilibres naturels, créateur de situations dangereuses pour la santé et le devenir du genre humain. Nous n'oublions pas Tchernobyl. La rencontre entre un projet communiste de dépassement du capitalisme d'une part et une visée écologique qui se fixe comme ambition de transformer les rapports homme-nature d'autre part ne va pas de soi. Cela d'autant que, au même titre que le féminisme, les exigences posées par la démarche écologique ne se réduisent pas historiquement aux seuls rapports sociaux capitalistes et donc à leur simple dépassement. La critique du communisme « réel » montre que ce sont toutes les formes d'étatisme, de dirigisme, de productivisme qu'il faut mettre en cause. C'est fondamental parce que la rencontre entre un communisme rénové et une écologie politique alternative est l'un des enjeux majeurs de la construction d'un autre monde.

Deuxième piste de réflexion déduite de ces considérations générales, la catastrophe de l'usine AZF de Toulouse, les accidents de tunnels routiers mettent notre projet communiste au cœur de l'actualité. En effet ces accidents ont projeté sur le devant de la scène la gestion de la production. Que produit-on, pour qui, comment, pourquoi? Ils imposent la réflexion sur de nouvelles pratiques démocratiques à inventer : qui décide de ces choix et modes de production et de leur mise en œuvre ; quel aménagement du territoire? Les modalités du débat en cours sur les risques industriels, la façon dont les pouvoirs publics gèrent celui sur les OGM, la décision du préfet de l'Essonne de refuser le règlement intérieur du conseil municipal de Morsang-sur-Orge montrent l'inadaptation de la démocratie délégative et le besoin de nouvelles formes dialogiques comme les proposent Bruno Latour<sup>1</sup> et Michel Callon<sup>2</sup>. Il y a d'ailleurs contradiction entre les formes adoptées par le gouvernement et la conclusion de Bernard Chevassus-au-Louis dans son rapport sur les organismes

génétiquement modifiés, publié il y a quelque jours<sup>3</sup>. Il constate en effet : « La question de l'acceptabilité par les citoyens ne se réduit pas à une demande d'information ou de formation, mais à une exigence de co-construction de l'évaluation des innovations entre experts et profanes. » Que demandons-nous d'autre lorsque nous exigeons que les salariés, les CHSCT, les riverains d'activités polluantes et dangereuses soient réellement associés à la surveillance, au contrôle, aux décisions qui les concernent, pour ne pas opposer l'usine à la ville, l'emploi à la sécurité? De telles pratiques démocratiques ne sont-elles pas un des éléments de réponse à la question du choix impossible entre « tout État » et « tout libéral »?

Troisième série d'idées : notre désir de travailler avec la population à des choix nouveaux, des réponses nouvelles à l'exigence de qualité de la vie pousse les communistes à porter un œil neuf sur des questions, des secteurs d'activité qui n'ont pas vraiment jusqu'à présent été leur souci. Ainsi, que pensons-nous de l'économie solidaire? Du commerce équitable? Ne sont-ils pas à prendre en compte, voire à promouvoir pour une autre mondialisation? Quels rapports avons-nous avec ceux qui y consacrent leur énergie? Quel regard portons-nous sur les banques alternatives? Sans doute ne doivent-elles pas rester un objet qui évite de s'attaquer à la gestion et aux objectifs de ce qui est le moteur du capitalisme aujourd'hui. Mais jouent-elles un rôle et lequel dans la lutte pour le dépassement du capitalisme? L'économie solidaire est-elle seulement une réponse pour les quarts et tiers-mondes? N'est-elle pas comme toute la vie associative une part significative des richesses produites, facteur d'emploi à développer?

En conclusion, aujourd'hui le règne du capitalisme transforme les aspirations écologiques en appétit du marché pour les activités environnementales. La soumission des modes de production aux convoitises des actionnaires ne débouche que sur une vision correctrice, des solutions dépolluantes lucratives, une police de l'environnement, une bourse des permis à polluer, la marchandisation du vivant. Nous voulons inventer avec la société, des alternatives au productivisme et au dirigisme qui président aujourd'hui aux activités humaines.

\* Dernier livre : *De Rio à Johannesburg dialogues pour un codéveloppement durable*, Éditions Naturellement, 2002.

1 Bruno Latour, *Politiques de la nature*, Paris, La Découverte, 1999.

2 Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthes, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil, 2001.

3 Bernard Chevassus-au-Louis, « OGM et agriculture, options pour l'action publique », rapport au CGP, Paris, La Documentation française, 2001.